



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 426 – 10 décembre 2021

❖ Régional

L'AFD accorde 8 M EUR en appui au stockage pour la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

La CEDEAO et l'Agence française de Développement (AFD) ont signé, le 7 décembre 2021, [un accord de subvention d'un montant de 8 M EUR](#) en faveur du programme pour la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Ce nouvel appui vise à accroître la capacité de la région à gérer les crises alimentaires, nutritionnelles et pastorales. Il intervient à la suite d'une phase pilote financée par l'Union européenne à hauteur de 56 M EUR (dont 31,9 M EUR délégués à l'AFD) en appui à la stratégie régionale de stockage de la CEDEAO. Adoptée en 2012, cette stratégie combine les stocks de proximité, les stocks nationaux ainsi que la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA) permettant de faire jouer la solidarité régionale en cas de crise alimentaire majeure dans la région. Les activités du programme seront menées dans l'ensemble des 15 États membres de la CEDEAO, ainsi qu'au Tchad et en Mauritanie.

Le Sahel s'engage à de nouvelles réformes pour une éducation de qualité

A l'issue du sommet sur l'éducation au Sahel, le 5 décembre 2021, le Président de la République islamique de Mauritanie et son homologue du Niger [se sont engagés](#) à de nouvelles réformes en faveur du secteur de l'éducation. Ainsi, trois

LE CHIFFRE À RETENIR

1,2 M

Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire au Mali en 2021

orientations essentielles ont été évoquées : (i) prioriser les actions et financements pour réduire la pauvreté des apprentissages, promouvoir une participation accrue des filles dans le système scolaire et renforcer l'alphabétisation des jeunes adultes qui ont quitté l'école ; (ii) améliorer le mode de recrutement, de formation et de déploiement des enseignants ; (iii) augmenter la part de l'éducation dans les dépenses publiques pour atteindre le niveau de la moyenne d'Afrique sub-saharienne à l'horizon 2030, tout en s'efforçant d'améliorer l'efficacité de ces dépenses.

Lancement des travaux pour la protection de la côte transfrontalière du Bénin et du Togo

Dans le cadre du Programme de gestion du littoral ouest-africain ([WACA](#)), initié par la Banque mondiale, les contrats d'exécution des travaux de protection de la côte transfrontalière Bénin-Togo [ont été signés](#), le 6 décembre 2021. D'un montant de 41,6 Mds FCFA (634,2 M EUR),

ces travaux ont pour objectif de lutter contre l'érosion côtière à travers diverses mesures dont : (i) la fixation des dunes ; (ii) la restauration de zones humides et de mangroves ; (iii) la construction d'ouvrages de protection et de digues. Le Bénin et le Togo possèdent en commun un littoral de 180 km de long, dont 125 km pour le premier. Selon un rapport de la BM publié en 2019, la dégradation des zones côtières coûterait environ 3,8 Mds USD par an au Bénin, à la Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo, soit l'équivalent de 5,3% de leur PIB en 2017.

Signature d'un accord énergétique entre la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone

La Côte d'Ivoire et la Sierra Leone [ont signé](#), le 1^{er} décembre 2021, un accord de vente d'énergie électrique dans le cadre du Projet d'interconnexion électrique CLSG (Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone et Guinée). Ce dernier vise à établir un marché d'électricité dynamique dans la sous-région ouest africaine et à sécuriser l'approvisionnement des pays en électricité. A travers cet accord, la Côte d'Ivoire qui s'engage à fournir sur une période de trois ans 170 GWH, à la Sierra Leone, renforce sa position de hub énergétique régional. A noter que la Côte d'Ivoire exporte déjà de l'énergie dans la sous-région, notamment au Mali (49% des exportations), au Burkina (40%), au Ghana (10%), au Togo et au Bénin (1%).

4 M USD pour renforcer la paix et la sécurité à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso

Le gouvernement ivoirien et les Nations Unies [ont signé](#), le 2 décembre 2021, un accord de financement de 4 M USD pour la mise en œuvre d'un projet dénommé "Renforcer la gouvernance des zones frontalières pour consolider la cohésion sociale et prévenir les conflits". Ce dernier visera particulièrement à renforcer les cadres de concertation dans les zones frontalières entre les populations, les autorités et les Forces de défense et de sécurité et d'améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base prioritaires. Il sera financé

intégralement par le Fonds pour la consolidation de la paix des Nations unies (PBF) et fournira un accompagnement aux deux gouvernements dans leur lutte contre l'avancée du terrorisme et dans le renforcement de la résilience de leurs populations situées dans les zones frontalières. Ce projet complètera les initiatives étatiques et celles des bailleurs, comme le programme "Resilience For Peace" de l'USAID, qui vise à limiter la propagation du terrorisme.

🇸🇵 Bénin

Adoption d'un nouveau code des impôts pour une fiscalité plus attractive

L'Assemblée nationale [a adopté](#), le 8 décembre 2021, un nouveau Code général des impôts intégrant, pour la première fois dans l'histoire du pays, le livre des procédures fiscales qui consacre désormais une séparation nette entre les règles d'assiette et les procédures fiscales. En plus d'améliorer le climat des affaires, ce nouveau code permettra, selon le gouvernement : (i) la simplification des procédures et la correction des incohérences dans les règles d'imposition ; (ii) l'actualisation des dispositions désuètes ou sans objet ; (iii) l'introduction de mesures incitatives pour les PME-PMI en général et particulièrement celles évoluant dans le secteur du numérique ; (iv) d'équilibrer les relations entre l'administration et les contribuables.

🇸🇵 Burkina Faso

Démission du gouvernement

Le 8 décembre 2021, le Premier ministre, Christophe Joseph Dabiré [a remis](#) sa lettre de démission au Président Roch Marc Christian Kaboré, qui l'a acceptée. Cette démission entraîne celle du gouvernement. M. Dabiré était aux commandes du gouvernement depuis le 21 janvier 2019, reconduit en janvier dernier dans le cadre du second mandat du Président du Faso. Cette démission intervient quelques semaines après l'annonce de nouvelles mesures par le

Président Kaboré, soulignant la nécessité de constituer une équipe resserrée et plus soudée. Depuis l'attaque meurtrière du 14 novembre contre un détachement de gendarmerie à Inata, où 59 personnes, dont 54 gendarmes ont été tués. Les manifestations se multiplient dans le pays pour dénoncer l'incapacité du pouvoir à contrer la violence djihadiste qui frappe le pays depuis 6 années.

Bilan de l'exécution du budget au 30 septembre 2021

Le 1^{er} décembre 2021, le Conseil des Ministres [a présenté](#) un bilan de l'exécution du budget de l'Etat au 30 septembre 2021. Ainsi, les recettes totales et dons ont été recouvrées à hauteur de 1 577,1 Mds FCFA (2,4 Mds EUR) sur une prévision annuelle de 2 182 Mds FCFA (3,3 Mds EUR), soit un taux de recouvrement de 72,3% sur les trois **premiers trimestres de l'année**. Les recettes fiscales représentent 79,7% des recettes totales et dons recouvrées et sont en augmentation de 18,3% par rapport à la même période en 2020. Du côté des dépenses, celles-ci ont été réalisées à hauteur de 2 072,1 Mds FCFA (3,2 Mds EUR) sur une prévision annuelle de 2 672,9 Mds FCFA (4,1 Mds EUR), soit un taux d'exécution de 77,5%.

Report de la Table ronde du PNDES II

Pour raison sanitaire, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement [a annoncé](#), le 29 novembre 2021, le report de la Conférence internationale des partenaires pour le financement du deuxième Plan national de développement économique et social (PNDES II) 2021-2025. Initialement prévue les 2 et 3 décembre 2021 à Bruxelles, elle avait pour objectif de mobiliser des financements pour le PNDES II. La nouvelle date pourrait être éventuellement fixée au 1^{er} trimestre 2022. Pour rappel, le financement du PNDES II est estimé à 19 030,7 Mds FCFA (29 Mds EUR), dont 63% sur ressources propres et 37% sur financements extérieurs (9% étant déjà acquis grâce aux partenaires au développement).

Cap-Vert

La Banque mondiale approuve 2 financements à hauteur de 37 M USD

La Banque mondiale (BM) [a approuvé](#), le 6 décembre 2021, un financement de 30 M USD pour soutenir les efforts du Cap-Vert visant à renforcer les politiques de relance "durable, équitable et écologique" à la suite de la crise du COVID-19. Le programme soutiendra les réformes visant à réduire les risques budgétaires et à améliorer la qualité, la fréquence et la couverture des rapports sur la dette publique, y compris de la part des entreprises d'État. Par ailleurs, le 8 décembre 2021, la BM [a approuvé](#) un 2nd financement de 7 M USD en faveur du Projet d'énergie renouvelable et d'amélioration de la performance des services publics (REIUP) au Cap-Vert. Le projet sera cofinancé par le Mécanisme d'action climatique Canada-BM pour les énergies propres et les forêts (CCEFCF), à hauteur de 7,5 M USD et le Mécanisme mondial de financement des infrastructures (GIF) à hauteur de 2 M USD. Ses principaux objectifs sont : (i) augmenter la capacité de production d'énergie renouvelable à travers la construction de petites centrales solaires photovoltaïques ; (ii) réduire les pertes du système électrique via la privatisation d'une entreprise publique ; (iii) réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Côte d'Ivoire

Inflation à +4,5% en g.a. en octobre 2021

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +4,5% en glissement annuel (g.a.) en octobre 2021, contre +5,2% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix est tirée par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+8,9% en g.a.), en lien avec le renchérissement des tubercules et plantains (+13,5% en g.a.), des viandes (+12,6% en g.a.) et des poissons (+10,6% en g.a.). Ensuite viennent le secteur des communications (+4,5% en g.a.) et celui du logement, eau, gaz, électricité

et autres combustibles (+4,3% en g.a.). Cette évolution du niveau général des prix a été légèrement atténuée par la baisse des prix du secteur des loisirs et de la culture (-1,2% en g.a.).

Lancement des travaux d'extension de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise

Mis en circulation en décembre 2019, l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise, financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) à hauteur de 27 Mds FCFA (41 M EUR), [sera complété](#) par un pont de plus de 700 m de long et de 17 m de haut. D'un coût de 25 Mds FCFA (38 M EUR), les travaux de cette extension ont pour objectif d'améliorer la fluidité du trafic au niveau du carrefour dit de la Solibra, et de décongestionner le boulevard Valéry Giscard d'Estaing. Lancés officiellement le 4 décembre 2021, la mise en service est prévue pour août 2023. Par ailleurs, la JICA devrait financer également trois autres échangeurs dans la ville d'Abidjan dans les prochaines années.

Ratification de la charte africaine du transport maritime

Le 8 décembre 2021, le gouvernement ivoirien a adopté le projet de loi autorisant le Président à [ratifier](#) la charte africaine du transport maritime. Adoptée en 2010 sous l'égide de l'Union Africaine (UA), elle vise à créer un cadre de coopération pour l'harmonisation des politiques de transport maritime des Etats africains. Elle permettra à la Côte d'Ivoire d'agir en concertation avec les autres Etats pour : (i) le développement des infrastructures portuaires et de la navigation maritime et fluviale ; (ii) l'amélioration de la sécurité maritime ; (iii) le renforcement des capacités des marins et (iv) la promotion des investissements.

🇬🇲 Gambie

Le Président Adama Barrow réélu

Le 4 décembre 2021 [s'est tenue](#) l'élection présidentielle gambienne à l'issue de laquelle le

Président sortant, Adama Barrow, a été réélu pour un second mandat. Avec 53,2% des suffrages, il a devancé son principal concurrent, Ousainou Darboe (27,7%). Celui-ci, ainsi que deux autres candidats, Mammah Kandeh et Essa Mbaye Faal ont contesté les résultats. Le président élu a annoncé après son élection sa volonté de réformer de la constitution, qui introduirait une limite de mandat.

🇬🇳 Guinée

La croissance devrait s'établir à 5,5% en 2021 selon la Banque centrale

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale de la République de Guinée (BRCG) [s'est réuni](#) le 2 décembre 2021. Selon le communiqué, la croissance économique devrait s'établir à 5,5% en 2021, portée par la consommation domestique et les exportations minières. En outre, grâce à la rationalisation des dépenses publiques, le déficit budgétaire s'établit à 200,4 Mds GNF (18,7 M EUR) au 3^{ème} trimestre 2021, soit une baisse de 86,9% en glissement annuel (g.a.). Sur le marché des changes, le franc guinéen continue de s'apprécier par rapport aux principales devises étrangères, grâce au rapatriement des recettes d'exportations et des réformes entreprises au niveau du marché des changes. Enfin, le taux d'inflation s'est établi à 13,1% en glissement annuel (g.a.) en septembre 2021, en lien avec la hausse des prix des biens alimentaires, du carburant et des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement. Sur la base de ces évolutions, le CPM a décidé de maintenir (i) son taux directeur inchangé à 11,5% et (ii) le coefficient de réserves obligatoires à 16%.

🇬🇼 Guinée-Bissau

Lancement de l'étude de faisabilité d'un port commercial et minier

Le 29 novembre 2021, le Chef de l'Etat bissau-guinéen [a procédé au lancement](#) des travaux de

l'étude de faisabilité pour la construction d'un port commercial et minier sur le fleuve de Grande Buba. L'étude de faisabilité du projet sera réalisée par la société portugaise TPF - Consultores de Engenharia e Arquitetura, et devrait durer 10 mois. Initialement prévue en 2019 avec un financement de 2 M USD de la Banque africaine de développement (BAfD), celle-ci **n'a pu avoir lieu en raison de l'instabilité institutionnelle** dans le pays. Une fois réalisé, ce port serait le plus grand projet de génie civil du pays avec une capacité d'accueil simultanée de 3 navires pouvant transporter jusqu'à 70 000 t.

🇱🇮 Libéria

La banque centrale maintient son taux directeur à 20%

Le 17 novembre 2021, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale du Libéria (CBL) [a décidé de maintenir](#) le taux directeur à 20%, avec une fourchette supérieure de 500 points de base pour la facilité de crédit permanente, et le taux de réserves obligatoires à 25% pour le dollar libérien et à 10% pour le dollar américain. Cette décision a été largement influencée par (i) le taux d'inflation actuellement à un chiffre (6,7% en g.a en septembre 2021), (ii) la dynamique du taux de change pour la demande post-festive de devises étrangères pour faciliter les importations et (iii) la projection de croissance économique de 3,6% pour 2021, grâce au dynamisme des secteurs des mines, de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture.

🇲🇱 Mali

1,2 M de personnes en situation d'insécurité alimentaire en 2021

Selon une coalition de 22 organisations humanitaires travaillant dans le pays, près de 1,2 M de personnes [seraient](#) dans une situation de crise alimentaire en 2021. Cette forte augmentation se justifie notamment par : (i) l'insécurité croissante, près de 400 000

personnes ayant dû fuir leur domicile au cours de l'année ; (ii) le changement climatique et particulièrement la sécheresse enregistrée par le pays, engendrant la perte de près de 225 000 ha de champs et affectant 3 M de personnes. Ces facteurs, combinés à l'impact socio-économique de la COVID-19, ont provoqué la hausse des prix des denrées alimentaires dans certaines zones défavorisées. Selon les organisations, le nombre de personnes en situation de crise alimentaire pourrait encore augmenter de 58% en 2022.

Lancement des télépaiements des impôts, droits et taxes

Le 6 décembre 2021, [a eu lieu](#) la cérémonie de lancement du nouveau système de paiement des impôts, droits et taxes de manière digitale. Il contribuera à moderniser, simplifier et améliorer les services offerts aux contribuables et permettra également une meilleure collecte des recettes. Pour rappel, selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2017, 82% des paiements au gouvernement se faisaient en espèces chez les particuliers. Pour les entreprises, 51,8% des paiements se faisaient par chèques et 9,2% en espèces.

Le gouvernement suspend l'exportation de plusieurs denrées agricoles

A travers un communiqué publié le 6 décembre 2021, le gouvernement malien [a annoncé](#) la suspension des exportations de plusieurs produits agricoles à savoir le riz, le maïs, le coton, le mil et le sorgho. Dans un contexte de hausse des prix des denrées alimentaires, cette décision se justifie par une volonté de sécuriser le ravitaillement des marchés nationaux.

🇲🇷 Mauritanie

Inauguration des derniers tronçons du réseau backbone national des télécommunications

Les ministres chargés de la Transition Numérique et des Affaires économiques ainsi que le Vice-

président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'ouest et centrale [ont inauguré](#) les derniers tronçons du réseau backbone national des télécommunications le 7 décembre 2021. Ce réseau de 1 700 km relie le câble sous-marin de Nouakchott à l'est du pays et aux villes de la région frontalière avec le Sénégal. Il s'inscrit dans le cadre du Projet d'infrastructures de communications en Afrique occidentale (WARCIP), financé par la Banque mondiale, qui vise à accroître la portée géographique des services de réseau à large bande et réduire le coût des services de communication. La construction a été assurée par l'entreprise chinoise ZTE Corporation.

Niger

Signature de 2 accords de financement avec la Banque Mondiale de 457,3 M EUR

Le 3 décembre 2021, le ministre du Plan et la représentante résidente de la Banque mondiale (BM) au Niger [ont signé](#) deux accords de financements pour un montant total de 457,3 M EUR. Le premier projet concerne la Plateforme intégrée de la sécurité de l'eau au Niger (PISEN), d'un montant de 352,9 M EUR, qui vise à : (i) renforcer la gestion des ressources en eau ; (ii) accroître l'accès aux services de fourniture d'eau et (iii) à améliorer la résilience face à la variabilité de l'accès à l'eau. Le second projet concerne l'Amélioration de l'accès des femmes et des filles à des services de santé et de nutrition renforcés dans les zones prioritaires (LAFIA-IYALI), pour un financement de 104,4 M EUR, qui contribuera à soutenir l'offre et la demande de services de santé, notamment reproductive, et de nutrition.

Signature d'un accord de 13,9 M EUR avec la Chine

Le 3 décembre 2021, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération et l'Ambassadeur de la République populaire de Chine au Niger [ont signé](#) un accord de coopération économique et technique d'un montant de 9,1 Mds FCFA (13,9 M EUR), sous

forme de don. Ce montant permettra de financer des projets structurants. Il s'inscrit en appui aux axes de développement prioritaires, fixés lors du dernier Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC).

Adoption de 2 accords de financement d'un montant total de 32 M EUR

Le 2 décembre 2021, le Conseil des Ministres [a adopté](#) le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement de 23,5 M EUR avec l'Association Internationale de Développement (AID) du groupe Banque mondiale. Il s'agit d'un crédit de 11,5 M EUR et d'un don de 9,7 M DTS (environ 12 M EUR) qui contribueront au financement additionnel du Projet de Riposte d'Urgence au Covid-19 du Niger. Ce financement contribuera notamment à l'acquisition, la planification et la distribution des vaccins COVID-19 par le gouvernement. Par ailleurs, le 3 décembre 2021, [l'Assemblée nationale a ratifié](#) le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement de 8,5 M EUR avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Cet accord porte sur un prêt de 5,9 M EUR et d'un don de 2,5 M EUR, qui permettront de financer le Projet de renforcement de la résilience des communautés rurales à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (PRECIS).

Sénégal

La mission FMI annonce un rebond de l'activité économique à +5% en 2021

Du 22 octobre au 20 novembre 2021, les équipes du Fonds monétaire international (FMI) [ont mené](#) une mission au titre : (i) des consultations de l'article 4 des statuts du FMI ; (ii) de la 4^{ème} revue du programme appuyé par l'Instrument de coordination de la politique économique (ICPE) ; (iii) de la 1^{ère} revue du programme soutenu par la Facilité de crédit de confirmation et l'accord de confirmation (FCC/AC). Les dernières projections du FMI tablent sur une croissance à 5% en 2021 (contre 4,7% initialement), grâce notamment à une solide production dans les secteurs de

l'industrie et des services. Projetée à 5,5% en 2022, elle devrait atteindre un pic de 10% en 2023-2024 avec le démarrage de la production d'hydrocarbures, avant de se stabiliser autour de 6% à moyen terme. Toutefois, le déficit budgétaire et l'endettement devraient rester à des niveaux assez élevés en 2021, à 6,3% et 73% du PIB respectivement. A l'issue de la mission, l'accord trouvé avec les autorités sénégalaises sur les mesures économiques et financières à adopter sera présenté au Conseil d'administration du FMI, prévu en janvier 2022, devant valider le versement à l'Etat de la 2^{ème} tranche de 180 M USD au titre de la FCC/AC.

100 M EUR de l'AFD pour le renforcement de l'entrepreneuriat

Un [protocole d'accord](#) de financement de 65 Mds FCFA (environ 100 M EUR) a été signé, le 7 décembre 2021, entre l'Agence française de développement (AFD) et les autorités sénégalaises, en soutien au renforcement de la dynamique entrepreneuriale et du secteur privé. Par cet accord, l'AFD s'engage à accompagner les réflexions et soutenir les réformes entreprises par les autorités sénégalaises pour dynamiser l'entrepreneuriat et les TPE/PME, en mettant à disposition des outils d'assistance technique et de financement pour une durée de 3 ans.

Prêt de 108 M EUR de la BAfD en soutien à la relance économique

Le 26 novembre 2021, le conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a accordé](#) un prêt de 108,4 M EUR au Sénégal pour contribuer au financement du Programme

d'appui à l'accélération industrielle, à la compétitivité et à l'emploi (PAAICE). Celui-ci vise à soutenir la relance économique en améliorant : (i) la compétitivité des chaînes de valeurs ; (ii) la productivité et l'adoption de technologies matérielles et organisationnelles ; (iii) l'accès au financement et (iv) le développement du secteur privé. Le programme s'inscrit dans le cadre global de la relance post-Covid-19, tout en œuvrant pour l'accélération de la transformation structurelle impulsée par le Plan Sénégal Émergent (PSE).

Sierra Leone

Lancement du projet d'autonomisation économique des personnes vivant avec un handicap

Le 9 décembre 2021, le Président sierra léonais [a inauguré](#) le projet d'autonomisation socio-économique des personnes vivant avec un handicap. Selon le gouvernement, il permettra : (i) la création d'emplois parmi les ménages pauvres ; (ii) la promotion d'un environnement juridique, politique et social favorable à une prestation de services efficace ; (iii) la construction d'un environnement sans obstacles pour les personnes handicapées. De manière opérationnelle, le projet comprendra : (i) un renforcement de la formation professionnelle ; (ii) la fourniture de kits de démarrage pour l'autonomisation économique (articles de forge, de couture et de fabrication de perles notamment) ; (iii) la fourniture d'un filet de sécurité sociale sous forme, entre autres, de transfert d'argent.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr